

Prise de parole FSU33 31 janvier

Ce gouvernement devrait faire attention, car plus il s'obstine, plus on est en grève, plus on manifeste.

Et plus la mobilisation dure, plus nous décortiquons son projet de loi, plus nous sommes contre.

Le nombre de personnes contre ce projet est passé de 60 % début janvier à plus de 72 % aujourd'hui.

Et le plus dangereux peut être pour le pouvoir c'est qu'on se parle, qu'on se reparle, de nos salaires, de la vie chère, de nos conditions de travail, des services publics saccagés...

Ce gouvernement devrait faire attention car dans cette mobilisation tout ressort :

- Le souvenir pour les premiers de cordées et les premières de corvées d'avoir tenu bon au plus fort de la crise et de la colère d'avoir reçu en retour des clopinettes.
- Nos salaires qui n'augmentent pas, nos fins de mois de plus en plus difficiles.
- Les femmes toujours moins payées, plus précarisées, moins pensionnées.
- les 42 milliardaires en France qui ont vu leur fortune multipliée par 4 en 10 ans.
- Ce gouvernement qui laisse mourir les services publics, l'hôpital et l'école .alors qu'il dépense un pognon de dingue pour le bien être des entreprises qui ne créent pas d'emploi .
- Nos métiers qui sont devenus de plus en plus durs, de plus en plus denses, nos rythmes de vie de plus en plus malmenés.

Tout cela est d'une violence terrible.

Ce gouvernement devrait faire attention quand il nous prend pour des imbéciles qui sont incapables de calculer que 1200 euros brut de retraite minimum, c'est 936 net donc bien en dessous du seuil de pauvreté qui est à 1100 euros, et que nous ne sommes pas dupes de cette mesure qui ne concernera que 48% personnes sur 2,5 millions de salariés.

« Le report à 64 ans de l'âge de départ à la retraite n'est pas négociable », nous dit Elisabeth Borne. Ces propos dans la bouche d'une première ministre sont une insulte. Une ministre qui ne veut pas négocier, qui ne voit pas les millions de manifestant.es, qui ignore que 90 % des salariés sont contre cette réforme qui ferme les yeux sur la pétition intersyndicale qui approche du million de signataires doit céder sa place.

Elisabeth Borne devrait se souvenir d'un autre premier Ministre, que nous connaissions bien à Bordeaux en 1995. La rue, la grève, les blocages l'ont obligé à retirer son projet et à démissionner.

Ce gouvernement devrait faire attention, car aujourd'hui dans notre lutte pour autre réforme des retraites nous posons les jalons d'une autre société : plus juste, plus équitable, plus bienveillante, plus solidaire.

Et quand on est unis et si nombreux et nombreuses, ça devient possible. Ensemble on continue, ensemble on va gagner.